

LE CONTINENT AFRICAÏN FACE AU DÉVELOPPEMENT ET À LA MONDIALISATION

Avec 1,1 milliard d'habitants, dont 41 % de moins de 15 ans, **l'Afrique (54 pays, 16% de la population mondiale, 20% de la surface des terres émergées) est aujourd'hui un continent en mouvement.** Les **troubles politiques et militaires**, les **inégalités socio-économiques** et le **retard de développement** constituent une réalité indéniable, qui est d'ailleurs souvent la seule mise en avant par les médias. Mais une autre réalité, plus profonde et moins visible, existe : si la situation est très inégale selon les pays, le **dynamisme démographique**, la **vague d'urbanisation** en cours, **l'ouverture au monde**, certaines **évolutions sociales** et l'intégration progressive dans la mondialisation bousculent peu à peu les coutumes et les identités et préparent le changement.

=> Quelles sont les réalités actuelles du développement de l'Afrique et de son intégration dans la mondialisation ?

=> Quels défis le continent africain doit-il encore relever ?

I. UN CONTINENT QUI SOUFFRE DE HANDICAPS PERSISTANTS:

A. Quels sont les principaux obstacles au développement et à l'intégration de l'Afrique dans les échanges mondiaux?

→ En 2012, selon le PNUD, **l'IDH moyen de l'Afrique subsaharienne (hors Afrique du Sud), 0,471, est parmi les plus faibles du monde**, tout comme l'espérance de vie moyenne (54,9 ans) et le revenu moyen par habitant (2035 dollars/habitant/an). L'Afrique subsaharienne comprend 34 des 48 pays les moins avancés.

→ **La situation socio-économique et sanitaire est très problématique dans la majorité des pays** : le PNUD estime que 43 % des personnes vivent sous le **seuil de pauvreté** international (moins de 1,25 dollar par jour), qu'environ 1/3 de la population a une alimentation insuffisante et que 34 millions de personnes (majoritairement en Afrique subsaharienne) sont contaminées par le VIH (données 2011).

= **Seuil de pauvreté**: niveau de revenu en dessous duquel on est considéré comme pauvre. Pour les PED, la Banque mondiale définit un seuil de pauvreté international à 1,25 \$/jour/personne.

→ **Les faiblesses économiques, technologiques et politiques rendent les sociétés africaines très vulnérables** aux catastrophes naturelles et aux conjonctures économiques internationales (prix des matières premières, baisse de la demande globale).

→ **L'Afrique reste encore en marge et participe à moins de 3 % des échanges mondiaux**, une situation qui s'explique par :

- **des territoires peu accessibles** (États enclavés/pas d'accès à la mer ex: Niger, Tchad, Mali, Centrafrique...; déficit en infrastructures de transport et de télécommunication) renchérissant considérablement les coûts logistiques;
- **des territoires insuffisamment sécurisés**, du fait de l'instabilité politique et des régimes autoritaires (Tchad, Zimbabwe, Soudan, Nigeria) ;
- **une faible attractivité économique** liée à l'insuffisante qualification et productivité de la main-d'œuvre locale ainsi qu'à la faiblesse de son tissu industriel.

B. Le poids des divisions et des conflits

→ **La fin de la Guerre froide en 1991 n'a pas mis fin aux guerres civiles qui déchiraient l'Afrique** depuis les indépendances des années 1960. Au contraire, elle a fait resurgir des divisions maintenues en sommeil par la bipolarisation des relations internationales.

→ **Les années 1990 sont donc marquées, en Afrique, par des conflits dits « de fragmentation »**. La communauté internationale a mis du temps à réagir face à ces conflits liés à la faiblesse des États et à des revendications ethniques ou religieuses masquant souvent des motivations économiques (appropriation des ressources, notamment).

→ Dans un contexte de crise économique, nombre de leaders politiques africains, pour fédérer autour d'eux une population, ont désigné des **boucs émissaires** (étrangers, minorités ethniques, religieuses, politiques). La jeunesse désœuvrée fut alors mobilisée dans ces combats qui lui permettaient d'exister socialement. De nombreux pays africains ont ainsi basculé dans des **crise politiques graves** voire des **guerres civiles** débouchant le plus souvent sur des massacres (crise politique ivoirienne de 2010-2011 => plus de 3000 morts), voire des **génocides** (Rwanda en 1994: génocide perpétré par l'ethnie des Hutus à l'encontre de l'ethnie des Tutsis => 800.000 morts).

→ Cette forte conflictualité africaine résulte également d'une **faiblesse chronique des États d'Afrique**, fragilisés par les **politiques d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale** (années 1980) poussant ces États à se désendetter. Faute de moyens, les États ne peuvent plus assurer leurs missions régaliennes et imposer leur autorité sur l'ensemble de leur territoire. **Dans plusieurs régions, des groupes armés rebelles font régner l'instabilité et terrorisent les populations.** C'est le cas au Nigeria avec le mouvement rebelle islamiste **Boko Haram**. Depuis 2007, l'organisation djihadiste **Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)** sévit dans la région du sahel (Mali, Niger...) pratiquant attentats, enlèvements et opérations de guérilla. En République démocratique du Congo [RDC], de nombreuses milices s'affrontent pour le contrôle des ressources minières, en particulier dans la région du Kivu, frontalière avec le Rwanda. En Libye, la guerre civile divise le pays depuis 2011.

= **Plan d'ajustement structurel (PAS)**: Programme de réformes économiques imposé par le FMI et la Banque mondiale en échange de leur aide aux pays qui ne peuvent rembourser leurs dettes.

→ **Les conflits armés aggravent la pauvreté**. Le grand nombre de réfugiés et de déplacés, les traumatismes subis par les populations sont autant de défis à relever. En Somalie, qui est en guerre civile depuis 1991, la pauvreté de la population est massive, surtout pour les ruraux : plus de 50 % d'entre eux vivent dans une extrême pauvreté. C'est le cas aussi au Soudan et en Centrafrique. Le camp de réfugiés de Dadaab au Kenya accueille plus de 300.000 réfugiés somaliens. c'est le plus grand camp de réfugiés du monde.

II. UN CONTINENT QUI PRESENTE DE NOMBREUX SIGNES DE RENOUVEAU:

A. Une Afrique en voie d'intégration à la mondialisation

➔ **Depuis le début du XXIème siècle, la plupart des pays africains connaissent une forte croissance économique.** Le taux de croissance annuel du PIB en Afrique a atteint 5 % en moyenne durant la décennie 2001-2011.

➔ L'intégration de l'Afrique aux flux mondiaux remonte au Moyen Âge, voire à l'Antiquité avec **l'exportation de son or** vers le bassin méditerranéen, puis, à partir du XVe siècle, avec **ses hommes victimes de la traite négrière et de l'esclavage**. La colonisation du XIXe siècle a généré de nombreux échanges avec les métropoles européennes.

➔ Aujourd'hui, si le continent pèse encore peu dans les échanges mondiaux officiels (3 %), **les signes d'ouverture, voire d'intégration se multiplient :**

- **Entre 2003 et 2010, les investissements étrangers en Afrique ont augmenté de plus de 80 %.** Ils se concentrent sur dix pays: l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Nigeria, l'Angola, le Kenya, la Libye et le Ghana qui captent plus des deux tiers des IDE. Les IDE investis en Afrique en 2014 s'élèvent à 80 milliards de dollars.

- L'Afrique a passé des accords commerciaux avec l'Europe et les États-Unis => ex: **l'accord de Cotonou (2000)** est un accord de coopération économique entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) ;

- L'autorité des États africains et la paix se restaurent progressivement, malgré des conflits importants et des zones d'instabilité reconnues (aire sahélienne, Afrique des Grands Lacs).

➔ **L'Afrique est souvent perçue comme une marge de la mondialisation, dont la plupart des pays vivent d'une économie extravertie ou de rente.** Les États africains, ne maîtrisant ni les technologies les plus avancées, ni les capitaux, ni les prix, n'ont à leur disposition que les ressources naturelles de leur territoire : 12 % des réserves mondiales de pétrole, 60 % des réserves de terres cultivables, le 2ème massif forestier et 80 % des réserves de coltan (minerai utilisé dans la fabrication des téléphones portables).

=**Économie de rente** : Économie dépendant d'exportations de produits peu transformés, dont le surplus n'a pas d'effets de développement et enrichit des catégories privilégiées (élites politiques et économiques).

➔ Avec la montée récente des pays émergents, notamment asiatiques, **l'Afrique est devenue un espace de plus en plus convoité pour ses ressources.** Mais, bien souvent, l'exploitation des ressources africaines (minerais, hydrocarbures...) par des FTN étrangères ne contribue que très peu au développement économique local. Par exemple, les grandes entreprises chinoises se sont fait une spécialité de la construction d'infrastructures dans des délais records. En quelques années, le réseau routier éthiopien a été modernisé de façon spectaculaire. En 2007, la Chine et la République démocratique du Congo ont signé un protocole pour des infrastructures routières et ferroviaires du type «infrastructures contre permis d'exploitation minière ou forestière». De plus, les sociétés chinoises emploient une abondante main-d'œuvre importée de Chine. Efficace, peu rémunérée et à faible protection sociale, elle rend toute concurrence impossible. On estime à 100 000 le nombre de travailleurs venus de Chine employés dans ces entreprises (à environ 750 000 le nombre total de Chinois en Afrique).

➔ Si l'Afrique reste encore à l'écart des grandes routes maritimes et aériennes mondiale elle a connu **une progression foudroyante de la téléphonie mobile** : 60 % des Africains possèderaient un téléphone portable en 2013 dans l'Afrique subsaharienne. Malgré l'insuffisance des infrastructures, les internautes sont passés de 7,7 millions en 2001 à 167 millions en 2011. Cette connectivité permet ainsi de resserrer les liens avec les Africains de la diaspora et de faciliter les transferts d'argent au pays.

➔ **Des FTN africaines grandissent**, principalement depuis l'Afrique du Sud (**Sasol**, géant du secteur énergétique => transformation de charbon et de gaz naturel en hydrocarbures liquides), mais aussi l'Égypte (**Orascom**, active dans les télécommunications). Quarante entreprises africaines, dont dix-huit sud-africaines, sont considérées comme de bons compétiteurs mondiaux.

➔ **L'Afrique s'intègre également à la mondialisation par ses diasporas**, les raisons économiques étant la première cause de migration. **82 % des migrants africains le font cependant au sein du continent**; l'Afrique du Sud figure parmi les destinations prioritaires. L'« **eldorado** » européen n'est le choix que d'une minorité, de nombreux Africains se sont établis dans les pays du golfe Persique (hydrocarbures, pétrochimie). Souvent clandestins, nombre d'entre eux tentent leur chance, parfois au péril de leur vie, pour une formation ou du travail. Médecins, informaticiens, ingénieurs et footballeurs constituent les premiers investisseurs de leur pays par l'envoi d'argent (remises) ou la création, de retour dans leur pays d'origine, de leur entreprise.

➔ **Les raisons politiques ou militaires constituent la 2ème cause de migration.** Exilés du Soudan, Somalie, Érythrée, Rwanda, Congo, Burundi sont accueillis en grande partie par d'autres pays africains. Cette émigration africaine constitue un miroir des difficultés du continent qui poussent une partie de sa jeunesse, donc de son avenir, à s'exiler.

➔ L'intégration de l'Afrique à la mondialisation se fait aussi dans le cadre de **l'économie informelle** voire de **différents trafics**, difficiles à comptabiliser :

- aires de transit vers l'Europe de trafics (armes, organes, pierres précieuses, êtres humains...) et de production de drogues (Maroc, Nigeria) en lien avec l'Amérique latine;

- essor des pavillons de complaisance et de nouveaux paradis fiscaux;

- essor de la piraterie court-circuitant de manière illégale les flux de la mondialisation ;

- aire de recyclage des déchets toxiques des pays industrialisés du « Nord ».

=**Économie informelle**: économie illégale, qui échappe à la fiscalité de l'État. Elle n'est pas enregistrée dans les statistiques officielles.

B. Les sociétés africaines connaissent actuellement de profondes mutations:

➔ Malgré la diversité des situations, les observateurs remarquent **le rôle croissant joué par les femmes** s'émancipant de la culture traditionnelle, au point d'occuper parfois, comme au Togo, une place économique enviable, ou de devenir chefs de famille. La ville, point d'entrée de la mondialisation, est aussi pour elles un lieu d'émancipation, offrant des perspectives, notamment dans

le tertiaire et, le plus souvent, dans l'économie informelle. La ville est aussi cependant une place forte de la prostitution. Néanmoins, les statistiques mentionnent peu de femmes députés ou chefs d'entreprise.

➔ Dans ce contexte, **les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) jouent un rôle d'accélérateur du changement** en propulsant des millions d'Africains au cœur de la mondialisation. Elles constituent des outils du changement social et politique en favorisant le rassemblement de la société civile et l'émancipation des consciences (« Printemps arabes » de 2011).

➔ **L'apparition de classes moyennes est le symbole d'une Afrique en pleine transformation.** Ces classes moyennes africaines marquent la sortie de la pauvreté et le dynamisme économique d'une population urbaine et jeune de plus en plus nombreuse qui consomme les produits mondialisés et rend le continent attractif pour les FTN. Cette classe moyenne se rencontre principalement au Maghreb, au Botswana, au Ghana, en Afrique du Sud ou au Kenya.

En 2010, 34,3 % de la population africaine, soit 313 millions de personnes, appartenaient aux classes moyennes, contre 26,2 % en 1980 (111 millions).

Remarque: la Banque africaine de développement considère que la classe moyenne africaine est composée des personnes dont le pouvoir d'achat va de 2 à 20 dollars US en PPA (parité de pouvoir d'achat). Entrer dans la classe moyenne c'est s'arracher à la pauvreté extrême et aux préoccupations de survie pour commencer à disposer déjà d'un pouvoir d'achat.

➔ Malgré les changements à l'œuvre dans les sociétés africaines depuis les années 2000, les fragilités demeurent et tous les États n'ont pas la même trajectoire. On observe ainsi :

- **une Afrique qui émerge** au Nord (Maghreb-Machrek) et au Sud (Afrique du Sud et Botswana) ;

- **une Afrique marginalisée**, enclavée, déchirée au Sud du Sahara (où 50 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour), notamment dans la région des Grands Lacs. Quelques pays s'en détachent cependant grâce à leur rente pétrolière (Nigeria, Gabon, Angola), ce qui n'est pas forcément synonyme de « développement ».

➔ À l'échelle locale, ce sont les ruraux, les habitants de bidonvilles et les minorités ethniques et politiques qui sont le plus touchés, tandis qu'une classe moyenne émerge progressivement dans les grandes villes.

C. Les progrès de l'intégration régionale (régionalisation):

=**Régionalisation:** processus d'alliances régionales entre pays, pour renforcer leur poids et leur compétitivité dans les échanges globaux (l'Union européenne est un exemple de régionalisation).

➔ **Le NEPAD, principal programme de développement à l'échelle de l'ensemble du continent africain.** Le **Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)** fut créé en 2001. Placé sous la tutelle de l'**Union africaine**, ce programme a pour principaux objectifs de réduire la pauvreté, de placer l'Afrique sur la voie du développement durable, de mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique et d'autonomiser les femmes. Le NEPAD est aujourd'hui reconnu comme le principal plan de développement de l'Afrique par tous les gouvernements du Nord, les institutions financières internationales et, par bon nombre d'institutions de gouvernance internationales comme les Nations Unies. Le NEPAD gère un certain nombre de programmes et projets dans six domaines thématiques: Agriculture et Sécurité Alimentaire, Changement Climatique et Gestion des Ressources Naturelles, Intégration Régionale et Infrastructures, Développement Humain, Gouvernance Economique et des Entreprises, Questions Transversales (parmi lesquelles le Genre et les TIC).

➔ **14 États d'Afrique utilisent la même monnaie: le franc CFA.** Ils sont réunis dans deux organisations régionales: l'**Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)** => Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo) et la **Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)** => Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad). Cela représente 123,5 millions de personnes. Certains y voient surtout un outil de la France pour préserver ses intérêts en Afrique. Néanmoins, Le franc CFA confère aux pays qui l'ont adopté, grâce à son lien fort avec l'Euro, une crédibilité internationale et une stabilité monétaire que n'ont pas de nombreux autres pays africains.

➔ **Certaines organisation régionales africaines témoignent d'un réel dynamisme:**

- **La Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest)**

- Créée le 28 mai 1975, la Cedeao est une communauté économique régionale qui a pour objectif initial de favoriser l'intégration économique en Afrique de l'ouest. Depuis la guerre civile au Liberia en 1989, l'organisation joue également un rôle de médiation dans les conflits de la sous-région. La Cedeao possède une force d'interposition africaine, l'Ecomog.

- 15 Pays membres: Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.

- Dernier fait marquant : implication dans la résolution de la crise malienne (2011-2013).

- Atouts : libre circulation des personnes ; union douanière.

- Limites : limitations financières et militaires; fossé entre les décisions prises et les attentes des populations; bataille de leadership entre les poids lourds économiques et politiques de la sous-région.

- **La SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe)**

- Créée le 17 août 1992, la SADC a un champ de compétences assez large. De l'intégration financière et monétaire au maintien de la paix.

- 15 Pays membres: Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud, Maurice, République démocratique du Congo, Madagascar, Seychelles.

- Dernier fait marquant : gestion de la crise malgache.

- Atouts: poids régional diplomatique important (surtout depuis la chute de l'apartheid).

- Limites: la domination sans partage de l'Afrique du Sud sur l'organisation.

- **L'EAC (Communauté de l'Afrique de l'Est):**

- Créée en 2001, l'EAC est une communauté économique régionale. Ses compétences vont de l'intégration financière et monétaire au maintien de la paix en passant par le respect la bonne gouvernance.

- 5 Pays membres : Burundi, Kenya, Ouganda, Tanzanie, Rwanda.

- Dernier fait marquant : création d'une union monétaire le 30 novembre 2013.

- Atouts: efficacité de l'intégration régionale.

- Limites: tensions internes. La Tanzanie et le Burundi ont notamment ouvertement reproché aux trois autres pays de faire cavaliers seuls, en adoptant, sans eux, toute une série de projets d'infrastructures, notamment ferroviaires et pétroliers.

● **Le Comesa (Marché commun de l'Afrique australe et orientale)**

- Créé en décembre 1994, le Comesa est une zone de libre-échange.

- 20 Pays membres: Égypte, Soudan, Djibouti, Comores. Angola, Burundi, République démocratique du Congo, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Madagascar, Malawi, Maurice, Namibie, Rwanda, Seychelles, Swaziland, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

- Dernier fait marquant : création en 2009 d'une union douanière, projet longtemps envisagé et retardé, qui devrait permettre une harmonisation des droits de douane sur les produits entrants dans le bloc économique et de ceux circulants entre ses membres.

- Atouts: libéralisation du commerce intérieur (zone de libre-échange et union douanière).

- Limites: l'organisation fait doublon avec la **Cen-Sad (Communauté des États sahélo-sahariens)**.

III. UN CONTINENT CONFRONTE AUX DEFIS DU DEVELOPPEMENT:

A. Les défis fondamentaux de la démographie:

➔ Contrairement à l'Asie, l'Afrique subsaharienne vient à peine d'entamer sa transition démographique. Son **taux de fécondité moyen, 4,8 enfants/femme (jusqu'à 6,9 enfants/femme au Niger), est le plus haut du monde**, d'où la forte croissance de sa population (2,4 % par an en moyenne depuis les années 2000, passant de 180 millions d'habitants en 1950 à un peu plus d'1,1 milliard en 2015).

➔ **Les pays du Maghreb sont plus avancés dans la transition démographique**, à l'image de la Tunisie, dont le taux de fécondité, 2 enfants/femme (PNUD, 2011), est identique à celui de la France. Il s'explique par un meilleur accès des femmes à l'éducation, ainsi que par la diffusion des modèles européens.

➔ **La transition démographique est un enjeu sanitaire majeur pour l'Afrique subsaharienne**, qui cumule les plus mauvais indicateurs de santé au monde. Ainsi, l'espérance de vie, 54,4 ans (contre 73,5 ans pour le Maghreb), les taux de mortalité infantile et maternelle (en Afrique subsaharienne, selon le PNUD, 619 femmes/100 000 accouchements sont décédées en 2008, 118 enfants/1 000 sont morts avant l'âge de 5 ans en 2009) sont très évocateurs du faible taux d'encadrement médical de la population (50 médecins pour 100 000 habitants, soit 100 fois moins qu'en France).

➔ L'Afrique subsaharienne souffre **d'une insuffisance d'infrastructures sanitaires, du manque de personnel et de la prolifération de maladies soignables voire bénignes dans les pays développés, mais meurtrières en Afrique** (infections respiratoires, paludisme, rougeole, méningite...), sans compter le fléau du **sida** qui, avec la **tuberculose** ou le **paludisme**, touche le continent africain comme aucun autre : celui-ci contient 70 % des personnes infectées dans le monde.

➔ Dans les quelques pays mieux lotis, on assiste à **une médecine à deux vitesses** avec la naissance d'un système de santé privé réservé aux riches, tandis que les plus pauvres s'en remettent souvent aux herboristes ou guérisseurs.

➔ **La malnutrition** fait également des ravages : près de 239 millions d'Africains (soit 23 % de la population) n'ont pas les 2 700 kilocalories (pour un homme de 84 kg) minimales requises par jour selon la FAO. Plusieurs causes, souvent combinées, expliqueraient cette persistance de l'insécurité alimentaire :

- une inégale modernisation de l'agriculture selon les pays et le manque de maîtrise de l'eau conduisant à sous-utiliser certaines terres (mangroves, marécages) ;

- l'insécurité, le pillage, l'enrôlement des populations dans des milices ;

- le détournement des aides internationales par les gouvernements ou les milices ;

- la pauvreté rurale rendant les ressources difficile d'accès ;

- la convoitise et la location de terres arables (**land grabbing**) à des puissances comme la Chine, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Corée du Sud, l'Arabie Saoudite.

= **Mangrove**: écosystème fragile caractéristique des littoraux tropicaux. Les mangroves, principalement constituées de palétuviers (possédant des racines échasses) sont situées dans la zone de balancement des marées, elles sont très utiles pour la protection des terres et pour l'accroissement de la production piscicole (crevettes et poissons).

= Le **Land grabbing (accaparement des terres)** désigne l'acquisition de grandes étendues de terre agricole auprès des pays en développement, par des FTN, voire des États étrangers.

➔ Malgré tout, **les paysans africains ont tenté d'apporter des réponses à leur faible productivité agricole** en étendant les surfaces cultivées par des fronts pionniers (cacao en Côte d'Ivoire, céréales au Kenya, coton au Burkina Faso...), mais au prix de dégradations environnementales.

➔ D'autres solutions ont aussi été adoptées :

- l'introduction de **variétés à hauts rendements (OGM/Organismes génétiquement modifiés => maïs, soja surtout en Afrique du Sud)** moins gourmandes en eau et plus résistantes aux parasites. Toutefois, cette solution reste très controversée et soulève de nombreuses oppositions ;

- la priorité donnée aux **cultures commerciales** afin de dégager des rentes à réinvestir (légumes et fruits de contre-saison dans le Sahel...) ;

- la **formation** des agriculteurs.

➔ Ces solutions ont aussi leurs **contreparties environnementales, sociales** (elles concernent une minorité de paysans), **politiques et économiques** (dépendance à l'égard de grandes FTN telles Monsanto qui vend semences OGM et produits phytosanitaires).

➔ Selon la Banque mondiale, **le marché agricole africain** pourrait générer près de 1 000 milliards de dollars de recettes en 2030, contre 313 en 2010. L'Afrique possède en effet de nombreux atouts dans ce domaine : un fort marché potentiel lié à l'urbanisation croissante, une production diversifiée, une importante réserve de terres cultivables et une main-d'œuvre nombreuse dans ce continent jeune.

B. Les défis de la croissance et du développement humain

➔ **Croissance et développement humain désignent deux réalités différentes.** Ainsi, de 2001 à 2010, l'Afrique a connu une croissance annuelle moyenne du PIB de 5,5 %, mais la croissance du PIB/habitant n'a été que de 3,2 % par an au cours de cette période. L'Afrique subsaharienne abritait quant à elle, en 2013, 30 % de la population mondiale vivant en dessous du seuil de pauvreté (moins de 1,25 dollar/jour), contre 11 % en 1983.

➔ **La place de l'Afrique dans la mondialisation est subie** et imposée par les nombreuses **économies de rente** et **l'endettement massif des États**, contraints d'accepter des politiques structurelles inadaptées. Au final, la libéralisation imposée a entravé le développement en accentuant l'inefficacité des États. Ces économies de rente, peu propices à l'industrialisation, ont créé **une dépendance économique et financière des États africains à l'égard des cours mondiaux** (café ou cacao pour la Côte d'Ivoire).

➔ En 2005, si le G8 a effacé les dettes de 14 États africains (Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Madagascar, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Tanzanie, Zambie), **ceux-ci continuent de contracter des prêts** : comment impulser un développement sans mettre en valeur son territoire (infrastructures, sécurité) et sa population (alimentation, éducation, santé et formation), donc sans investir ?

➔ **La jeunesse de la population, une caractéristique démographique du continent africain, constitue un potentiel pour l'avenir**, à valoriser par l'éducation et l'emploi. Mais rares sont les États africains à posséder les ressources pour cela. Or, sans population qualifiée, les entreprises et investisseurs étrangers ont moins d'intérêt à s'installer en Afrique.

➔ **L'Af. subsaharienne compte le plus faible taux d'alphabétisation des 15 ans et plus du monde**, 61,6 %, contre 72 % pour le Maghreb (PNUD, 2011). Seuls 35,3 % d'une classe d'âge est scolarisée dans le secondaire (83 % au Maghreb) et 5,9 % dans le supérieur en Af. subsaharienne (32 % au Maghreb). Même qualifiés, les jeunes peinent à trouver un emploi.

➔ **L'urbanisation du continent africain fut aussi rapide qu'incontrôlée** (de 3 % d'urbains en 1900 à 45 % en 2010, selon l'ONU). Cette urbanisation pose aujourd'hui **un vaste défi de gestion et de contrôle**.

➔ Si les villes africaines ont pu incarner une certaine modernité et être un facteur d'attractivité avec la création de zones industrialo-portuaires, de centres villes hérissés de tours (Nairobi, Abidjan ou Lagos) ou de quartiers aisés, elles ont aussi concentré les grands maux de l'Afrique tels la **ségrégation socio-spatiale** (poussée à son paroxysme avec l'*apartheid* en Afrique du Sud jusqu'en 1991) et le manque d'infrastructures collectives de base (transports, électricité mais surtout adduction d'eau).

➔ L'environnement constitue l'autre grande priorité du XXI^e siècle pour l'Afrique. **Les ressources y sont exploitées de manière prédatrice** (souvent avec le concours de FTN occidentales et de régimes plus ou moins corrompus) au mépris des normes, des hommes et du milieu, engendrant pollutions et menaces sanitaires : fuites d'hydrocarbures dans le delta du Niger, pêche industrielle, recyclage informel des déchets toxiques, déforestation...

➔ **Si les États africains ont ratifié depuis longtemps les conventions internationales sur la protection de l'environnement, ils ont aussi tenté de concilier cet objectif avec l'intégration des populations et les activités locales**, comme dans les parcs naturels (**safaris et écotourisme**). De nouvelles filières, aidées par la construction de routes, ont ainsi vu le jour, telles que le bois-énergie, l'artisanat local, mais la gestion communautaire des ressources est source de tensions.

➔ **Le rythme de disparition des forêts africaines a été divisé par deux au cours des années 2000**, notamment en Afrique de l'Ouest. Néanmoins, la forêt continue toujours d'être grignotée par l'exploitation forestière et les plantations d'huile de palme.

C. Le défi de la démocratie

➔ Depuis les indépendances dans les années 1950-1960, ayant conduit pour la plupart à l'installation de régimes corrompus autoritaires, **l'Afrique a entrevu, dans les années 1990, une transition démocratique encore très contrastée et hésitante** :

- certains pays d'Afrique de l'Ouest (Ghana, Sénégal, Nigeria ou Niger) et l'Afrique du Sud ont joué le jeu démocratique et ont connu des alternances pacifiques ;

- d'autres sont demeurés rétifs au changement démocratique (Togo, Zimbabwe) ;

- d'autres ont sombré dans la violence et la guerre civile (Sierra Leone, Liberia). Cette situation continue à se rencontrer au XXI^e siècle (Côte d'Ivoire en 2010), témoignant de la fragilité actuelle de la démocratie.

➔ **Ce processus démocratique a largement été imposé par les États occidentaux**, anciens colonisateurs, qui en ont fait une condition préalable au versement de l'aide au développement. Mais, depuis les années 2000, dans la compétition acharnée que ceux-ci se livrent avec les Asiatiques pour l'accès aux ressources, l'impératif démocratique cède peu à peu le pas.

➔ **Les « Printemps arabes » de 2010-2011** qui se sont diffusés de la Tunisie (nov.-déc. 2010) vers l'Égypte (déc.-janv. 2011), puis la Libye (fév.-mai 2011), ont fait souffler un vent démocratique sur l'Afrique, mais qui reste à confirmer. Si les situations demeurent spécifiques, ces trois États ont subi durant des décennies les mêmes régimes dictatoriaux répressifs : malgré d'indéniables progrès sociaux, ceux-ci se sont montrés incapables d'offrir des emplois à leur jeunesse et de faire profiter leur population des fruits de la croissance, issue d'une mondialisation partielle (tourisme, rente pétrolière, textile...). La situation alimentaire dégradée a alors mis le feu aux poudres.

➔ **L'islamisme radical**, muselé jusque là dans ces pays, refait surface et laisse planer un doute sur la démocratisation réelle et complète de ces États en reconstruction.

Bilan :

➔ L'Afrique a longtemps incarné le mal-développement, une situation dans laquelle le niveau de vie des populations ne progresse pas, voire se détériore à cause de déficiences d'infrastructures économiques et sanitaires et de comportements politiques et sociaux peu propices au changement.

➔ Malgré ces lourds handicaps, conséquences d'indépendances chaotiques et de crises économiques, les années 2000 semblent annoncer une transition et dessiner une Afrique en chantier et en mouvement. Depuis 2001, l'Afrique connaît une croissance moyenne de 5 % du PIB, et l'IDH de l'Afrique subsaharienne, hors Afrique du Sud, est passé de 0,365 à 0,475 entre 1980 et 2013.

➔ Néanmoins, l'Afrique reste encore marquée par la pauvreté et par de nombreux obstacles au développement. Les défis à relever restent grands, notamment celui de transformer ces obstacles en potentialités : la démographie, maîtrisée, peut devenir source de dynamisme économique comme démocratique, ce dont dépendent la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, les migrations et les progrès sociaux.